

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Insalubrité : Libreville n'en peut

LES travaux de réaménagement de la décharge de Mindoube réalisés par la société Clean Africa vont, on l'espère, permettra de débarrasser la ville des tas d'ordures sous lesquels elle croule. Mais pour l'instant et dans l'urgence, il va falloir relocaliser des nouveaux sites pour une meilleure gestion des immondices qui s'accumulent en cette veille des fêtes de fin d'année.

Prissilia M. MOUITY
Libreville/Gabon

LE phénomène de l'insalubrité est toujours d'actualité à Libreville. Nul besoin de le décrire. Une bonne partie des habitants de la capitale cohabitent quotidiennement avec des tas d'ordures. Les quartiers sous-intégrés surtout sont les plus touchés. À Nzeng-Ayong, dans le 6e arrondissement, Nkembo, dans le 2e arrondissement, les rues, les carrefours, les marchés, certaines devantures des domiciles et les trottoirs sont presque obstrués. Même spectacle dans les quartiers Ondongo, Akebé, Alibandeng, Montaigne-Sainte, Ancienne-Sobraga (sur la rue Germain-Mba, plus précisément à l'entrée du lycée Ntchorère), etc. Partout, les bacs à ordures débordent.

Partout, les riverains suffoquent de façon permanente à cause de toutes les odeurs nauséabondes qui s'y dégagent. S'il se susurre que ce sont les finances et l'absence de véritable société de nettoyage d'ordures qui seraient à l'origine de la persistance du phénomène de l'insalubrité à Libreville, il n'en est rien du tout. De sources dignes de foi, l'absence des sites devant accueillir les ordures en est la principale cause. Depuis presque un mois, la décharge de Mindoube serait fermée. Et c'est là que se poserait le véritable problème pour la collecte d'ordures. Que faire d'autre face à la saturation de cette grande décharge de la capitale ?

Depuis, les plus hautes autorités et les entreprises de nettoyages travaillent de concert à trouver une solution pérenne à cette équation insoluble. C'est d'ailleurs dans ce cadre que s'inscrit la récente rencontre entre la Première ministre Rose-Christiane Ossouka Raponda et les responsables de la Compagnie pour l'entretien, l'assainissement et le nettoyage Africa

(Clean Africa) pour trouver des solutions d'urgence à cette situation inconfortable à la veille des fêtes de fin d'année (réveillons de Noël et de la Saint-Sylvestre).

Pour venir à bout de l'insalubrité, la Clean Africa a réalisé depuis le mois d'août à ce jour des travaux qui, selon son directeur technique, Guy-Mathurin Biyogho, "consistent à ouvrir et à aménager une voie d'accès et une plateforme accessibles pour permettre aux camions de monter et aller vider plus haut. À la fermeture de la décharge et face à notre difficulté à accéder à la décharge, avec l'accompagnement des TP, du Génie militaire et du Haut-Commissariat à l'environnement, l'option de procéder au bétonnage de toute l'infrastructure (voie d'accès et plateforme) a été retenue. Ce, afin de permettre une plus grande fluidité d'accès et de dépotage aux camions et donc d'augmenter les rotations des usagers afin de remplir au mieux nos engagements contractuels".

Le réaménagement de la décharge de Mindoube va donc,

un tant soit peu, permettre de débarrasser la ville des nombreuses montagnes d'ordures disséminées grâce à la réalisation, à l'intérieur de la décharge, d'une plateforme de 805 mètres carrés en béton. Le dépotage à la décharge qui pouvait se faire en une heure à cause de l'état de la voie d'accès à la grande décharge pourrait désormais se faire en cinq minutes.

Pour les acteurs de la lutte contre l'insalubrité, notamment les autorités municipales, la réhabilitation du site de Mindoube ne changera pas les conditions de collecte d'ordures. "Toute la ville sera nettoyée dès la semaine prochaine et le problème ne se posera plus. La collecte d'ordures va se faire de manière progressive", a indiqué Axel Jesson Denis Ayenoue, maire du 4e arrondissement. Afin d'optimiser l'action des sociétés de nettoyage, il va falloir non seulement relocaliser de nouvelles décharges, le site d'Alenakiri étant privé. Il faudra, sans doute aussi, mettre à la disposition des entreprises de nettoyage le matériel adéquat pour faciliter la collecte des ordures.

Partout, les riverains suffoquent de façon permanente à cause de toutes les odeurs nauséabondes qui s'y dégagent.



Photo : Jocelyn Abila

Un dépôt d'ordures dans un des quartiers de Libreville, en début de semaine.



ut plus !



emaine.

Le plan d'urgence parfait n'existe pas



Photo: F. M. MOMBO

Serge A. MOUSSADJI
Libreville/Gabon

EN décembre 2019, l'arrêt des activités de la société Averda chargée de la collecte et de la gestion des ordures ménagères, suite à un différend avec les autorités gabonaises, avait poussé ces dernières à initier, un peu dans la précipitation, un plan d'urgence. Il consistait, de décembre 2019 au 5 janvier 2020, à mettre à contribution les PME dans la collecte des ordures ménagères et à responsabiliser les collectivités locales dans l'amélioration du cadre de vie des populations.

Il y avait aussi le désherbage, le curage des caniveaux, la réhabilitation de certaines voies affais-

sées, le renouvellement des bandes blanches et rouges sur la chaussée, le remplacement des lampadaires, la mise en place des bacs à ordures protégés, etc., dans tous les arrondissements de Libreville. Au final, cela n'aura servi à rien puisque trois ans plus tard, la capitale gabonaise et d'autres localités sont toujours aussi sales. Et les plans d'urgence sont devenus une sorte de mode.

Cette tendance cache une réalité plus simple. Pour le comprendre, il faut se référer à l'excellente étude "La difficile mutation du gouvernement urbain au Gabon : jeux d'acteurs dans la gestion des déchets à Libreville" parue en 2013. Étude dans laquelle les pouvoirs publics sont à l'origine du problème. Et sans doute aussi

la solution.

"L'État, dont le pouvoir dans la gestion de la capitale semblait devoir s'accommoder de la montée en puissance des autorités locales élues, a instrumentalisé l'implication du secteur privé pour amoindrir le pouvoir des élus locaux. Ainsi, à Libreville, dans le domaine des déchets – et cela est aussi vrai dans les domaines de l'eau et de l'électricité – les timides évolutions gestionnaires profitent peu aux élus locaux. Le modèle de gouvernement urbain que révèlent ces analyses semble prendre la forme d'une coalition entre de grandes entreprises privées et des élites politiques nationales, désireuses de garder le contrôle de la gestion urbaine", pouvait-on lire. Difficile d'être plus clair.

Que fait-on de la redevance ordures ménagères ?

Rudy HOMBENET ANVINGUI
Libreville/Gabon

DEPUIS 2019, " toutes les personnes physiques ou morales disposant d'un contrat d'abonnement d'électricité " paient la redevance ordures ménagères (ROM). Cette taxe qui est fixée à 7 % aurait, selon certaines indiscretions, permis d'engranger la bagatelle de plus de 20 milliards de francs depuis qu'elle a été instituée.

C'est pourquoi il y a lieu de s'in-

terroger sur l'utilisation réelle des fonds alloués au ramassage des ordures ménagères et, surtout, à l'entretien de la ville. Elle pue. Partout, des odeurs nauséabondes vous accueillent. Difficile d'y prendre un bol d'air frais. Libreville s'étant transformée au fil des jours en une gigantesque décharge publique.

Et dire que l'annonce de cette redevance en son temps avait été bien accueillie, ne porte aucun fruit à ce jour. Globalement, les résultats sont très loin d'être satisfaisants. La cité entière croule encore sous des

montagnes d'immondices. Nul besoin de faire un tour de ville pour se rendre compte de la présence des déchets à chaque coin de rue. Libreville, la coquette, serait désormais enlaidie faute de collecte régulière. Si elle est toujours autant sale et que l'invasion des ordures ménagères se poursuit allègrement, à quoi sert véritablement cette contribution de chaque citoyen à l'entretien de la capitale ? Une question qui se pose avec acuité au regard du tableau peu reluisant que présentent les artères de la capitale gabonaise, aujourd'hui.



Photo: DR